Citoyenneté française et citoyenneté européenne

Principes, valeurs et symboles

Il existe différents moyens d'obtention de la nationalité française :

Personnes	Origines	Nationalité actuelle	Mode d'obtention	Article du Code Civil
	François Hollande Né à Rouen, fils de Georges Hollande, né à Cognac, et de Nicole Tribert, née à Vigneux-sur-Seine.	Française	Naissance (droit du sang)	Art. 18

Article 18:

Est français l'enfant dont l'un des parents au moins est français.

Personnes	Origines	Nationalité actuelle	Mode d'obtention	Article du Code Civil
CAP	Carla Bruni-Sarkozy La chanteuse est encore italienne quand elle se marie à Nicolas Sarkozy en février 2008.		Naturalisation (mariage)	Art. 21-2

Article 21-2

L'étranger ou apatride qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité française peut, après un délai de quatre ans à compter du mariage, acquérir la nationalité française par déclaration à condition qu'à la date de cette déclaration la communauté de vie tant affective que matérielle n'ait pas cessé entre les époux depuis le mariage et que le conjoint français ait conservé sa nationalité.

Origines

Tony Parker

Personnes

importants à la France.

WAR	Né à Bruges d'un père américain et d'une mère néerlandaise. Choisit à l'adolescence après toute une jeunesse passée en Normandie d'être Français.	Française	Naturalisation (mérite)	Art. 21-18
Article 21-17 La naturalisation ne peut être accordée qu'à l'étranger justifiant d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande.				
Article 21-18 Le stage mentionné à l'article 21-17 est réduit à deux ans :				

1° Pour l'étranger qui a accompli avec succès deux années d'études supérieures en vue d'acquérir

2° Pour celui qui a rendu ou qui peut rendre par ses capacités et ses talents des services

un diplôme délivré par une université ou un établissement d'enseignement supérieur français ;

Nationalité

actuelle

Article du

Code

Civil

Mode

d'obtention

Personnes	Origines	Nationalité actuelle	Mode d'obtention	Article du Code Civil
	Albert Uderzo Né en France en 1927, fils de deux Italiens.	Française	Naturalisation (droit du sol)	Art. 21-7

Article 21-7

Tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans.

Personnes	Origines	Nationalité actuelle	Mode d'obtention	Article du Code Civil
	Læticia et Johnny Hallyday ont adopté deux enfants d'origine vietnamienne, Jade et Joy.	Françaisa	Naturalisation (adoption)	Art. 21-12

Article 21-12

L'enfant qui a fait l'objet d'une adoption simple par une personne de nationalité française peut, jusqu'à sa majorité, déclarer, dans les conditions prévues aux articles 26 et suivants, qu'il réclame la qualité de Français, pourvu qu'à l'époque de sa déclaration il réside en France.

Personnes	Origines	Nationalité actuelle	Mode d'obtention	Article du Code Civil
	Lassana Bathily Né au Mali en 1990, arrivé en France en 2006, a fait une demande d'acquisition de la nationalité française en juillet 2014, accélérée par le ministre de l'Intérieur après qu'il a aidé six personnes à échapper à une prise d'otages.	Française	Naturalisation (demande accélérée pour héroïsme)	Art. 21-19

Article 21-19
Peut être naturalisé sans condition de stage : [...]
6° L'étranger qui a rendu des services exceptionnels à la France ou celui dont la naturalisation présente pour la France un intérêt exceptionnel. Dans ce cas, le décret de naturalisation ne peut être accordé qu'après avis du Conseil d'Etat sur rapport motivé du ministre compétent.

Qu'est-ce que la nationalité ?

C'est l'appartenance à un pays.

Elle donne des droits et des devoirs.

Quels droits politiques confère-t-elle à son détenteur ?

La nationalité donne le droit de voter.



II. Droits et devoirs du citoyen.

La nationalité donne des droits et des devoirs, relie les éléments entre eux

Faire preuve de civisme en votant aux élections

Voter aux élections

Défendre le pays en cas de menace ennemie

Etre juré dans un procès de cour d'assises

Etre éligible (être candidat aux élections)

Quel droit est aussi un devoir?

Le droit de vote est également un devoir.

III. Qu'est-ce que la citoyenneté européenne?

Des droits liés à la citoyenneté

A. Droit lié à la citoyenneté française

« **Article 4** [...] Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques. »

B. Droits liés à la citoyenneté européenne

- « **Article 8.1.** Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Étatmembre. »
- « Article 8A.1. Tout citoyen de l'Union a <u>le droit de circuler</u> et de séjourner librement sur le territoire des États-membres. »
- « Article 8B.1 et 2. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État-membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et au Parlement européen dans l'État-membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. [...] »
- « **Article 8C.** Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État-membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques de tout État-membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État. »
- « **Article 8D.** Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen. »

Extraits du traité de Maastricht, 1992.

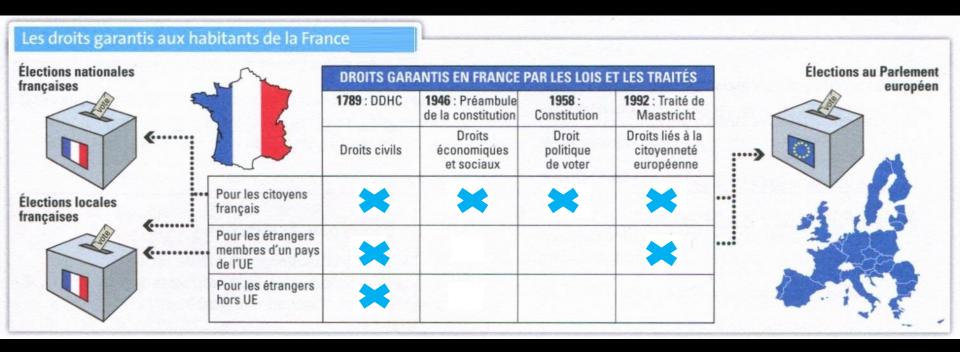
Le traité de Maastricht instaure la

citoyenneté européenne en 1992.

Pour être citoyen de l'Union Européenne, il faut être citoyen de l'un de ses Etats membres.

Recopiez les droits garantis par ce traité (éléments soulignés).

III. Qu'est-ce que la citoyenneté européenne?



Les étrangers n'ont pas le droit de vote car ils n'ont pas la citoyenneté d'un Etat membre de l'Union Européenne.

La population française = l'ensemble des habitants sur le territoire français

		français
Citoyen français	Citoyen européen	Etranger
Conditions pour être	Conditions pour être	Conditions pour être
citoyen	citoyen	citoyen
• avoir la nationalité	• avoir la nationalité	• demander la
française	d'un Etat membre de	nationalité française
• avoir 18 ans	1'UE	• avoir 18 ans
	• avoir 18 ans	
Droits politiques	Droits politiques	Droits
 droit de vote aux 	 droit de vote aux 	
élections locales,	élections locales et	
nationales et	européennes	
européennes	 droit d'éligibilité 	
• droit d'éligibilité		



Droit obtenu et date

Droit au travail, 1945

Type de droit

Droit économique



Droit obtenu et date

Droit d'expression, 1789 Droit de manifester, d'opinion, de grève

Type de droit

Droit civil



Droit obtenu et date

Droit à la santé, 1945 Droit à la sécurité sociale

Type de droit

Droit social



Droit obtenu et date

Droit à l'éducation, 1881 Lois Jules Ferry, gratuité, obligation scolaire, laïcité

Type de droit

Droit social



Droit obtenu et date

Droit aux loisirs Congés payés, 1936

Type de droit

Droit social

IV. Des droits pour tous ?

Extraits de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789)	Droits civils
Art. 2. Ces droits [naturels et imprescriptibles de l'Homme] sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.	Liberté, propriété, sécurité
Art. 7. Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la Loi, et selon les formes qu'elle a prescrites.	Justice
Art. 9. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable.	Procès équitable
Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.	Liberté d'opinion
Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.	Liberté d'expression

V. Les partis politiques.

Un parti politique est une association de citoyens partageant des opinions communes regroupées dans un programme.

En France, il existe une multitude de partis politiques.

La pluralité garantit la libre expression de chaque opinion. C'est l'un des fondements de la liberté d'opinion, d'expression, et donc de la démocratie.

Le citoyen peut adhérer à un parti politique, se présenter à des élections, ou simplement militer et voter pour un parti politique. Le droit de manifester est aussi garanti par notre Constitution. Enfin le citoyen peut adhérer à une association.

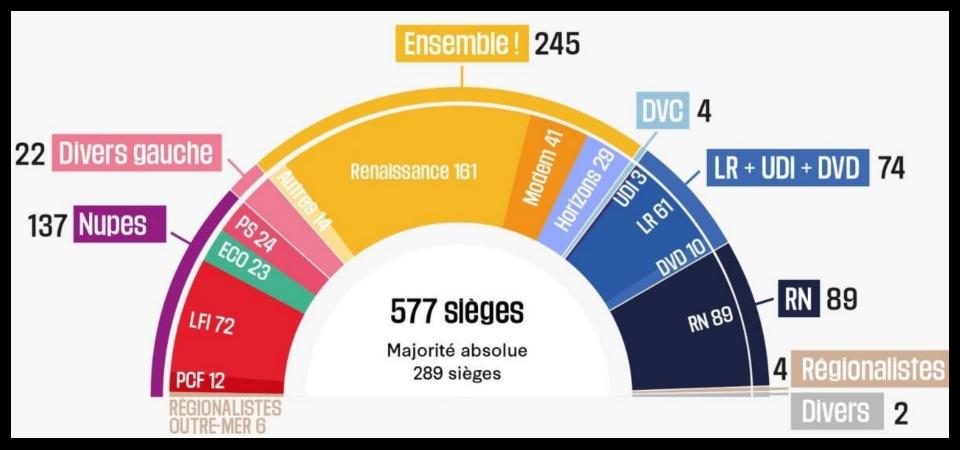
V. Les partis politiques.

Constitution du 4 octobre 1958

Article 4:

- « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.
- La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation. »

V. Les partis politiques.



PCF : Parti Communiste Français

LFI: La France Insoumise

ECO: Parti Ecologique

PS: Parti Socialiste

MoDem: Mouvement DEMocratique

DVC: DiVers Centre

UDI: Union des Démocrates et Indépendants

LR : Les Républicains DVD : DiVers Droite

RN: Rassemblement National

VI. Les syndicats.

Un syndicat est une association de personnes dont le but est de défendre les droits et les intérêts de ses adhérents. Les syndicats sont autorisés depuis la loi du 24 mars 1884.

Les missions des syndicats sont les suivantes :

- ⇒ Représenter les salariés
- ⇒ Communication des informations obtenues, information sur les droits des salariés
- ⇒ Négociation avec le patronat

Les principaux syndicats sont : CFDT, CGT, FO, CFE CGC, CFTC, UNSA, MEDEF (ce dernier pour les chefs d'entreprises).

VI. Les syndicats.

Les syndicats permettent que les décisions soient prises avec des négociations et non imposées. L'opinion de tous est prise en compte. Les syndicats sont donc la preuve de l'application de la liberté d'expression.

La Constitution garantit le droit de grève depuis 1958.

Exemple de négociations récentes menées par les syndicats : réforme des retraites.

VI. Les syndicats.

Taille des entreprises	Obligations	Rôle
> 11 salariés	Elections de délégués du personnel	Vérifier l'application du droit du travail dans l'entreprise
> 50 salariés	Constitution d'un comité d'entreprise	Proposer des avantages aux salariés (vacances, places de cinéma)

Marianne / La Liberté guidant le Peuple (Eugène Delacroix)





Devise et drapeau de la République :



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Un texte qui garantit les valeurs de la République

